

L'école suisse n'offre pas les mêmes chances de réussite à tous les élèves

Enseignement L'école est un formidable outil d'intégration, mais plusieurs facteurs contribuent à y creuser les inégalités sociales, comme les filières à l'école secondaire ou les devoirs à effectuer à la maison.

Philippe Castella

philippe.castella@lematindimanche.ch

L'école veut jouer le rôle d'ascenseur social. C'est même l'un des objectifs principaux qui lui est assigné: dans une société fondée sur la valeur de mérite, elle se doit d'offrir les mêmes chances à chacun. «La réduction des inégalités sociales est vraiment une préoccupation transversale de tous les chefs cantonaux de l'instruction publique, ou du moins elle devrait l'être», confie Monika Maire-Hefli, ministre neuchâteloise de l'Éducation et présidente de la Conférence latine des directeurs de l'instruction publique.

Des vœux à la réalité, il y a parfois un gouffre, d'autant que l'on manque d'outils statistiques pour évaluer dans quelle mesure l'école remplit son rôle d'intégration sociale. Un manque que le conseiller national Mathias Reynard veut combler. Il vient de déposer un postulat demandant que des études longitudinales sur des volées entières soient consacrées à cette question. «Nous avons la chance de vivre en Suisse dans une sorte de laboratoire scolaire avec 26 systèmes éducatifs différents, justifie le socialiste valaisan. Nous pouvons ainsi comparer les pratiques qui fonctionnent bien et celles qui reproduisent les inégalités.»

En attendant les résultats de telles études, les experts mettent déjà le doigt sur quatre principaux problèmes en matière d'inégalités sociales à l'école.

Les filières à l'école secondaire

Le premier est le rôle négatif joué par les filières à l'école secondaire, soit la division traditionnelle entre élèves forts, moyens et faibles. Une récente étude réalisée par le Groupe genevois d'analyse des politiques éducatives sous la direction du professeur Georges Felouzis tend à le montrer. Basée sur l'enquête PISA de 2012, elle montre de grandes disparités entre les cantons: la part du statut socio-économique des élèves dans leurs résultats en maths y varie du simple au quintuple, entre le Jura, meilleur élève, et Zurich, cancre de la volée. Et les trois cantons qui se dégagent clairement en tête dans ce classement (Jura, Valais, Tessin) proposent tous trois un tronc commun jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire.

Dans ces cantons, les filières sont remplacées par des groupes de niveaux limités à certaines branches importantes, comme les maths, le français et l'allemand. Le principal avantage de ce système est qu'il offre une grande perméabilité, les élèves pouvant passer d'un niveau à l'autre en cours d'année même. Et cela permet aux élèves issus de classes sociales défavorisées d'avoir davantage d'années pour combler leur déficit. «L'école doit offrir les mêmes chances à chacun, indépendamment de ses origines sociales, qu'on soit Valaisan depuis douze générations ou fils d'immigrés», appuie le nou-



Avec 26 systèmes éducatifs différents, la Suisse peut facilement comparer les pratiques cantonales qui fonctionnent bien et celles qui accentuent les inégalités. Photomontage Le Matin Dimanche: Salvatore Di Nolfi/Keystone

«L'école doit offrir les mêmes chances à chacun, qu'on soit Valaisan depuis douze générations ou fils d'immigrés»

Christophe Darbellay, conseiller d'État (PDC/VS)

veau ministre valaisan de l'Éducation, Christophe Darbellay. Le Syndicat des enseignants romands milite depuis plus de cinq ans en faveur de la suppression des filières. «Toutes les études montrent qu'une école sans filières est plus favorable à l'égalité des chances», avance son président, Samuel Rohrbach.

Le canton de Neuchâtel a suivi cette voie en supprimant il y a deux ans ses filières à l'école secondaire. «Les élèves qui étaient en section préprofessionnelle étaient clairement prêtés à la recherche d'une place d'apprentissage à la fin de la scolarité», explique Monika Maire-Hefli.

C'est le même souci qui a poussé le canton de Vaud à

abandonner sa filière la plus faible, n'en maintenant que deux. «La nouvelle loi sur l'enseignement obligatoire a été conçue pour tendre vers un système qui évite de creuser les inégalités et où il y a plus d'hétérogénéité», indique Bruno Suchaut, directeur de l'Unité de recherche pour le pilotage des systèmes pédagogiques.

L'âge d'entrée à l'école

Selon la même logique, avancer l'âge d'entrée à l'école offre plus d'années pour permettre à celle-ci de combler les inégalités sociales de départ. «C'est l'idée qui est à la base de la scolarité rendue obligatoire en Suisse dès 4 ans», acquiesce Georges Felouzis. C'est là l'un des points forts du concordat HarmoS, à savoir l'introduction dans tous les cantons d'une deuxième année d'école enfantine. «On sait que l'apprentissage de la lecture se fait en corrélation très forte avec le niveau de compétence langagière acquis dans le milieu familial», explique le professeur de sociologie des politi-

ques éducatives à l'Université de Genève.

Les devoirs à la maison

Loin d'être un bienfait, la multiplication des devoirs à la maison creuse les inégalités sociales à l'école. Professeur à la Haute École pédagogique vaudoise, Philippe Losego donne un séminaire sur ce thème pour rendre attentifs les enseignants en fin de formation. «Il y a une tendance à repousser vers la maison tout ce qu'on n'a pas le temps d'enseigner en classe», déplore-t-il. «Les enseignants doivent s'assurer que les devoirs correspondent à des apprentissages déjà acquis en classe. Car si les élèves n'ont pas compris en classe, ils ne vont pas mieux comprendre chez eux.» À moins que l'entourage familial ne supplée aux lacunes de l'enseignement...

Autre facteur qui contribue à creuser les inégalités dans ce domaine: «De plus en plus de parents paient des répétiteurs pour les devoirs de leurs enfants», note le sociologue de l'éducation. La parade passe

aussi par la mise en place de devoirs surveillés en classe.

Passerelles et bourses d'études

La discrimination des élèves issus de milieux socialement moins favorisés ne s'arrête malheureusement pas à la fin de la scolarité obligatoire. Le développement durant les dernières décennies des maturités professionnelles, des hautes écoles spécialisées, ainsi que de nombreuses passerelles avec les voies d'études traditionnelles (gymnase, uni) ont aussi permis de réduire le fossé social. Tout comme le développement des bourses d'études et prêts sans intérêts.

Reste que le déterminisme social est loin d'être dépassé. Comme le relève le dernier rapport sur l'éducation en Suisse, qui remonte à 2014, les enfants issus d'une famille universitaire ont 1,5 fois plus de chances d'intégrer une haute école que les autres. Le rapport ajoute toutefois que cette inégalité est encore plus marquée dans les pays voisins, où cette proportion oscille entre 1,8 et 3,2 fois. ●



Avis de l'expert

Georges Felouzis

professeur de sociologie des politiques éducatives à l'Uni de Genève

«Les filières renforcent les inégalités»

Pourquoi les filières à l'école renforcent-elles les inégalités sociales?

L'argument qui est souvent avancé en faveur des filières, c'est de donner un enseignement adapté pour permettre à chaque élève de progresser à son rythme. Le problème est que cela renforce les inégalités. Dans les classes à faible niveau, tous les apprentissages horizontaux, entre pairs, le travail d'émulation entre élèves ne fonctionnent pas, ou du moins les dynamiques d'apprentissage sont beaucoup plus difficiles à mettre en œuvre.

Mais les filières séparent les élèves en fonction de leur niveau et non des origines sociales...

Le critère n'est pas celui de l'origine sociale, c'est clair. Mais il y a un lien si fort entre origine sociale et niveau des élèves à l'école primaire que si vous les orientez à ce moment-là en fonction de leur niveau, cela produit aussi malheureusement une séparation en fonction de l'origine sociale. Dans les filières pour bons élèves, la très grande majorité provient de milieux aisés, sans parcours migratoire récent, et avec des parents qui ont fait des études. Sans que cela soit un but recherché, c'est un effet pervers de ce type d'orientation précoce.

La meilleure solution, est-ce un tronc commun jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire?

Souvent, en Suisse, le tronc commun est accompagné de groupes de niveaux pour les disciplines les plus importantes, comme le français, l'allemand ou les maths. On observe que ce système produit moins d'inégalités que les filières, parce que ce sont des regroupements qui sont beaucoup moins figés.

Mais n'abaisse-t-on pas ainsi le niveau moyen des élèves?

Tout dépend de la façon dont cela est organisé. Au niveau international, vous avez des pays comme la Finlande ou le Canada qui ont un niveau de compétences des élèves très haut avec un tronc commun.

Quelle note donneriez-vous à l'école suisse en matière de lutte contre les inégalités?

C'est difficile de parler de la Suisse puisque chaque canton a son propre système scolaire. Mais globalement, dans les enquêtes PISA, les élèves suisses ont un bon niveau de compétences, dans la moyenne supérieure. Et les inégalités sociales à l'école y sont un peu inférieures à la moyenne des pays de l'OCDE.